

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU TARN

Envoyé en préfecture le 29/04/2026

Reçu en préfecture le 29/04/2026

Publié le 29/04/2026

ID : 081-248100737-20260429-ARR2026\_038-AR



## COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS

### ARRÊTÉ N°ARR2026\_038

**Objet** : Délégation de fonctions de madame la présidente à monsieur Michel Franques, cinquième conseiller communautaire délégué - membre du Bureau

La présidente de la communauté d'agglomération de l'Albigeois,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10 ;

Considérant que la présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil communautaire du 14 avril 2026, constatant l'élection de la présidente, des vice-présidents et des autres membres du Bureau communautaire ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération de l'Albigeois en vigueur,

### ARRÊTE

#### Article 1 : Champ de la délégation

Délégation de fonctions est donnée à monsieur Michel Franques en sa qualité de cinquième conseiller communautaire délégué, membre du Bureau, pour le champ de compétence suivant :

- Équipements aquatiques.

#### Article 2 : exécution

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Albi, le 29 avril 2026

Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL

*Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulouse ou d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération de l'Albigeois étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra être déférée au Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*